



Didier Fassin

Anthropologue et médecin, professeur au Collège de France, titulaire de la chaire Questions morales et enjeux politiques dans les sociétés contemporaines

TRIBUNE 1 JANVIER 2026

## Entre politique et poétique. - À propos d'un colloque international sur Gaza au Collège de France

Depuis deux ans, la censure des autorités académiques et gouvernementales, sous la pression de groupes et de réseaux, a conduit à des annulations d'événements scientifiques. C'est dire la signification du colloque public qui s'est tenu au Collège de France le 17 décembre 2025, intitulé « Politics and Poetics on the Ruins of Gaza ». Parler de ruines n'est certes pas sans poser problème. Mais dire les ruines, c'est faire exister une mémoire qu'Israël cherche à effacer. Présentation.

Le monde universitaire français a, depuis deux ans, été peu ouvert à l'analyse des faits qui ont suivi l'attaque meurtrière du 7 octobre 2023 en Israël et ont été qualifiés de génocide des Palestiniens de Gaza par une majorité d'experts internationaux des crimes de masse, plusieurs grandes organisations de droits humains et une commission d'enquête indépendante des Nations unies. La censure des autorités tant académiques que gouvernementales, sous la pression de groupes et de réseaux communautaires ou partisans, a conduit à des interdictions et des annulations d'événements scientifiques. L'autocensure s'est développée à la suite de dénonciations, de sanctions administratives, d'auditions par la police, de convocations devant les tribunaux, sur la base d'accusations d'apologie du terrorisme et d'incitation à la haine raciale. Des rencontres ont certes eu lieu, mais dans le cadre limité de séminaires et d'ateliers réunissant chercheuses et chercheurs, étudiantes et étudiants.

C'est dire la signification du colloque public qui s'est tenu au Collège de France le 17 décembre 2025 sous l'intitulé *Politics and Poetics on the Ruins of Gaza*, en présence de plus de quatre cents auditrices et auditeurs de divers horizons. Il s'agissait de présenter des travaux scientifiques éclairant l'histoire longue aussi bien que récente de la Palestine sous occupation et révélant par le pouvoir de la poésie et du roman la vie quotidienne des Palestiniennes et Palestiniens confrontés à la violence extrême.

Cette réflexion collective menée par des anthropologues, juristes, politistes et spécialistes de littérature de trois continents revêtait une importance particulière dans un temps où l'annonce, quelques mois plus tôt, d'un cessez-le-feu, non respecté par l'armée israélienne, et d'un processus de paix, excluant toute participation palestinienne, avait fait quasiment disparaître les événements de la région de la plupart des médias occidentaux. L'écrasement de Gaza et le massacre de ses habitants, la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem Est, les attaques et l'occupation au Liban et en Syrie, les menaces contre l'Iran et le Yémen faisaient l'objet d'une normalisation.



Photo © UNRWA

« *Le temps est proche où ce qui sut demeurer inexplicable pourra seul nous requérir* », écrivait René Char. Ce moment est en effet venu de tenter de comprendre ce qui semble inintelligible, à savoir le déchaînement de brutalité de la société israélienne contre le peuple palestinien et l'abdication par la plupart des pays occidentaux de leurs valeurs éthiques et de leurs obligations légales. Pour ce faire, les sciences sociales peuvent aider à appréhender les événements des deux années écoulées à la lumière de l'histoire de la région au cours du dernier siècle et du rôle qu'y ont joué les grandes puissances, tandis que la littérature peut seule proposer un langage pour rendre compte de l'expérience et de la résistance de la population palestinienne dans l'éternel recommencement de sa destruction.

Parler de ruines, comme il est fait dans le titre du colloque, n'est certes pas sans poser problème. Le mot évoque en effet, avec un sentiment nostalgique mêlé d'émotion esthétique, l'érosion du temps et parfois la dévastation de guerres anciennes, et l'on sait qu'il a été célébré par les romantiques et connaît aujourd'hui un regain d'intérêt. Or, à Gaza, il faudrait plutôt parler d'infrastructures et de bâtiments éviscérés, de fragments humains dispersés dans les gravats, de décombres sous lesquels sont enfouis des cadavres à jamais disparus, de vestiges de ce qui fut une mosquée, une église, une école ou un musée. Mais peut-être que dire les ruines, c'est faire exister une mémoire que les Israéliens cherchent à effacer.

Car les mots sont importants. Ils peuvent servir à dévoiler ou au contraire à occulter la réalité des faits. Ainsi la presque totalité des médias occidentaux ont systématiquement nommé l'opération militaire à Gaza sous la désignation de « guerre Israël-Hamas », reprenant ainsi la communication officielle mise au point par les autorités israéliennes. Pourtant, le langage utilisé par les responsables politiques et militaires du pays ne laissait guère de doute sur leur intention toute autre, puisque le président accusait « *la nation entière d'être responsable* » de l'attaque du 7 octobre et devait à ce titre être punie, que le vice-président de la chambre des députés disait qu'il fallait « effacer la bande de Gaza ».

de la face de la terre », que l'espace public s'emplissait de déclarations selon lesquelles « il n'y a pas d'innocent », ce que le Premier ministre lui-même confirmait en invoquant devant les soldats l'ennemi biblique dont il fallait exterminer « *les hommes et les femmes, les enfants et les nourrissons* ». Et de joindre le geste à la parole, avec un bombardement représentant six fois Hiroshima, un anéantissement des structures de santé, un blocage de l'aide humanitaire et l'annihilation de tout ce qui pouvait rendre vivable la vie des Palestiniennes et des Palestiniens.

Pourquoi, alors, affirmer qu'il s'agissait d'une guerre Israël-Hamas ? Il y a au moins trois raisons à cette trahison du langage. Premièrement, elle légitime l'opération militaire en la présentant comme la simple élimination d'une organisation désignée comme terroriste par les États-Unis et l'Union européenne, mais pas par les Nations unies. Deuxièmement, elle écarte toute accusation de crime au regard du droit international, puisqu'elle prétend n'être qu'une action destinée à débarrasser la région d'un ennemi public, quitte à devoir s'accommoder de la mort de civils considérée comme un dommage collatéral inévitable. Troisièmement, enfin, elle fournit aux pays occidentaux désireux de soutenir les représailles israéliennes une justification au nom du droit à la légitime défense. Ces trois raisons ont pour arrière-plan la volonté d'effacer un siècle de dépossession des Palestiniens de leur terre et de leurs droits, en faisant commencer l'histoire le jour de l'incursion du Hamas en Israël.

L'interprétation des faits est, on le comprend, décisive. Elle est déterminée non par la recherche de vérité, mais par les rapports de force tant au niveau international qu'au plan national. Le colloque du Collège de France a donc été conçu pour inverser cette logique et tenter de redonner, à travers le travail scientifique et littéraire, un sens aux événements.

\*

Au cours de la première séance, consacrée à la politique, il s'est agi d'aller au-delà de la rhétorique officielle, souvent reprise sans discussion par les médias, pour saisir les enjeux des mots utilisés et des arguments avancés et faire émerger une autre vérité.

Nadera **Shalhoub-Kevorkian**, jusqu'à récemment professeure à l'École de droit de l'Université hébraïque de Jérusalem et désormais professeure invitée à l'Université de Princeton, propose une réflexion sur la signification, pour l'armée israélienne, et l'expérience, pour les familles palestiniennes, du démembrement des personnes par les explosions, de la dispersion des restes humains dans les décombres des habitations et des tentes détruites, et de la désacralisation des cadavres écrasés par les bulldozers, enterrés dans des fosses communes, mis à découvert dans les cimetières éventrés, et même enlevés à leurs proches pour empêcher les rites funéraires. Elle s'interroge notamment sur cet excès meurtrier en tant que pratique coloniale d'assujettissement et de déshumanisation.

Neve **Gordon**, qui fut professeur de science politique à l'Université du Néguev et qui est aujourd'hui professeur de droit à l'Université Queen Mary de Londres, s'attache à l'analyse des usages de la catégorie juridique internationale des boucliers humains dans le cadre de la justification des violences perpétrées contre les populations de Gaza au cours des deux dernières décennies, usages dont il a distingué trois modalités. Il y a d'abord le recours à des prisonniers palestiniens habillés d'uniformes militaires israéliens pour pénétrer les premiers dans les maisons et les tunnels de Gaza afin de servir d'appâts pour d'éventuels ennemis, ensuite la désignation de presque toutes les structures civiles comme dissimulant des armes ou des militaires de manière à en faire des cibles pour les frappes, enfin l'utilisation de l'argument du bouclier humain pour légitimer les massacres et contester l'existence d'un génocide avec des conséquences considérables pour le droit international.

Darryl **Li**, juriste et avocat, professeur d'anthropologie à l'Université de Chicago, examine le travail de mémoire des Juifs israéliens consistant, d'une part, à construire un lieu, Yad Vashem, pour conserver le souvenir de la Shoah, et d'autre part, quelques kilomètres plus loin, à effacer toute trace du massacre de Deir Yassin commis pendant la Nakba. Il se demande alors comment l'universalisme revendiqué de la définition du génocide, établie à la suite de celui des Juifs

d'Europe, se trouve aujourd'hui ébranlé par le déni que lui oppose le pays accusé de le commettre avec le soutien des puissances occidentales, réduisant ce qui fut le mot d'ordre d'espoir *Never again* à une simple loi du plus fort.

Nadia **Abu-El Haj**, professeure d'anthropologie au Barnard College et codirectrice du Centre d'études palestiniennes de l'Université de Columbia, analyse la manière dont le traumatisme, à la fois comme manifestation psychique et comme entité symbolique, a permis, d'une part, de justifier la violence de la réaction des Israéliens aux attaques du 7 octobre, et d'autre part, de rendre compte de la souffrance des soldats prenant conscience à leur retour du front des crimes terribles qu'ils avaient commis ou auxquels ils avaient assisté. Elle montre comment la mémorialisation de la Shoah par l'État israélien s'est transformée au fil du temps, devenant de plus en plus prégnante dans un imaginaire victimaire que les événements récents ont réactualisé sous la forme d'une menace existentielle, alors même qu'Israël dispose d'une écrasante domination militaire régionale et occupe presque toute la Palestine.

Lors de la seconde séance, construite autour de la forme littéraire, c'est une autre manière de représenter le peuple palestinien, ses infortunes et sa persévérance, son attachement à sa terre et son désir de vivre qui a été exposée, en quelque sorte en contrepoint à la cruauté des massacres et à l'indifférence du monde.

Huda **Fakhredine**, professeure de littérature arabe à l'Université de Pennsylvanie, souligne la façon dont la poésie, quand bien même elle s'exprime avec le singulier de l'expérience personnelle, fait entendre au pluriel une expérience universelle. S'inquiétant pourtant du caractère presque incommunicable de l'affliction des Palestiniens, tant le monde est prêt à en ignorer ou en nier la réalité, elle évoque notamment un poème qu'elle a traduit de Hiba Abu Nada, assassinée à trente-deux ans par l'armée israélienne au début de l'opération militaire à Gaza, poème dans lequel la jeune autrice dit la souffrance de son peuple, abandonné de tous, condamné à faire face, seul, à la violence de l'ennemi.

Isabella **Hammad**, écrivaine dont plusieurs des romans ont reçu des prix, se livre pour sa part à un voyage généalogique au cœur de la poésie arabe, plongeant jusque dans la période préislamique, et souligne la continuité contemporaine des thèmes de la ruine, de la trace et du deuil, de guerre en massacre, de colonisation en occupation. Mais elle décrit aussi comment se déploient des formes de refus ou de subversion de ces thèmes, soit à travers le réalisme des horreurs de la dévastation des lieux d'existence et la décomposition des cadavres sous les éboulis, soit à travers l'appel à la vie malgré tout, soit même à travers l'impossibilité d'écrire, telle que la formule Mourid Barghouti en parlant de ruine de l'imagination du poète.

Diana **Allan**, professeure d'anthropologie à l'Université McGill, cinéaste et cofondatrice de l'archive de la Nakba, évoque ses rencontres avec des poètes et ses lectures de leurs poèmes, voyant dans les uns et dans les autres une manière de résister à la déshumanisation qui les accable. Elle dit la bouleversante réponse d'Alaa Naim Al-Qatrawi à l'oeuvre meurtrière de l'armée israélienne qui a privé de vie ses quatre jeunes enfants lors d'un bombardement, réponse dans laquelle elle dit en même temps sa foi dans la puissance de la religion et de la poésie, reliant l'une et l'autre dans son expérience de la souffrance.

Mahmoud **Al-Shaer**, poète, éditeur et créateur d'un magazine et d'un espace culturels à Gaza, parle, lui, de la mort du langage dont il a souffert au fil des mois, en lutte contre le silence et l'effacement devant l'horreur qui l'entourait, s'efforçant malgré tout de préserver son travail de création. C'est toutefois par visioconférence qu'il s'est exprimé, alors même qu'il était lauréat depuis six mois du programme Pause d'accueil en urgence des scientifiques et des artistes en exil, le gouvernement français ayant interrompu toutes les évacuations au mois d'août dernier. Il n'a pu sortir de l'enclave que grâce à une opération humanitaire espagnole, mais faute de visa n'a pu rejoindre le Collège de France où il bénéficie d'une résidence d'écriture. Les seuls, parmi tous les lauréats du programme Pause dans le monde, à ne pas avoir reçu d'autorisation d'entrer sur le territoire français, ceux de Gaza sont ainsi à la fois les plus menacés et les plus discriminés.

\*

Toutes ces interventions scientifiques et littéraires, pleines de profondeur et d'humanité, si différentes des discours convenus tant de fois répétés, il est possible de les écouter, dans la version originale en anglais prononcée lors du colloque et dans la traduction française des interprètes, sur le site du [Collège de France](#) et sur la chaîne [YouTube](#). Il est cependant douloureux de penser que l'intérêt légitimement manifesté depuis deux ans pour la question de Palestine et pour la littérature palestinienne, l'une et l'autre si longtemps délaissées, trouve tragiquement sa source dans les champs de ruine et de mort de Gaza.

\*\*\*\*\*

[Les vidéos du colloque sont à découvrir sur cette page.](#)

*Didier Fassin, professeur au Collège de France, titulaire de la chaire Questions morales et enjeux politiques dans les sociétés contemporaines, est l'organisateur du colloque Politics and Poetics on the Ruins of Gaza. Également professeur à l'Institute for Advanced Study de Princeton, il a récemment publié Une étrange défaite. Sur le consentement à l'écrasement de Gaza et Leçons de ténèbres. Ce que la violence dit du monde (tous deux à La Découverte).*

---

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.  
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Carine Fouteau